



USAGERS, SALARIES, CITOYENS,

CE QUE NE VOUS DIRONT PAS LES MEDIAS !

Dans quelques jours, si dans le cadre du dialogue social, les orientations du Gouvernement et de la Direction SNCF ne s'inversent pas quant à l'avenir du Service Public ferroviaire, les cheminots pourront envisager de s'engager dans un mouvement social de grève à caractère national.

En effet, il y a urgence à faire entendre d'autres choix de développement pour la SNCF afin d'améliorer la qualité et l'efficacité du Service Public, de répondre aux défis environnementaux, aux enjeux d'aménagement du territoire, aux besoins de la Nation en matière de transport et de stopper les suppressions massives d'emplois qui impactent vos conditions de transport et les conditions de vie et de travail des cheminots.

Vous êtes usagers de la SNCF, salariés, citoyens, vous êtes donc concernés à plusieurs titres par les décisions politiques qui impactent le Service Public ferroviaire.

Parce que la SNCF appartient à la Nation, les mobilisations sociales des cheminots, à l'appel de la CGT, relèvent de l'intérêt général. Explications ...

Concerné par l'avenir de la SNCF car usager !

Alors que toutes expériences d'ouverture à la concurrence des Services Publics tels l'eau, l'énergie, les télécommunications, ... ont eu des effets néfastes pour les consommateurs, et pour toute la société en général, répondant aux injonctions de Bruxelles et du Gouvernement français, la Direction SNCF entraîne l'entreprise publique sur les voies de la privatisation.

En supprimant près de 22 000 emplois en 7 ans, en réalisant 80% de productivité en 20 ans et en se structurant à l'instar des grands groupes privés, la SNCF se transforme, avec comme seul objectif : la rentabilité financière.

Les usagers deviennent des clients, les tarifs augmentent, la qualité du service se dégrade, les trains deviennent des produits commerciaux, les gares « non rentables » ne sont plus desservies, ... c'est le monde « moderne » de la libéralisation.

Dans ce cadre, l'égalité de traitement, l'accès pour tous, le maillage territorial, la sécurité des circulations et la réponse aux besoins sont une entrave aux objectifs purement comptables des dirigeants de la SNCF.

La CGT n'entend pas se résoudre à la dissolution du Service Public dans les lois du marché. Nous sommes là, bel et bien face à un choix de société !



Concerné par l'avenir de la SNCF car salarié !

Au nom de la concurrence, de la compétitivité, de la rentabilité, des dogmes de la technostructure, tout est prétexte pour abaisser les conditions sociales des cheminots.

Contrairement aux idées préconçues, le salaire minimum à la SNCF est à peine 20 € au dessus du SMIC.

Cette situation dégrade les conditions de vie et de travail des cheminots mais c'est aussi une mauvaise nouvelle pour les salariés en général.

Le statut social des cheminots est justifié par les contraintes et les sujétions d'un service public fonctionnant 24h/24, 7j/7 et 365 jours/an en tout point du territoire.

Il est, de plus, un gage d'indépendance dans l'application des règles de sécurité, d'égalité de traitement,...

Souvent stigmatisé par les adversaires du service public, il offre pourtant un point d'appui non négligeable pour l'ensemble du salariat.

Ainsi, en abaissant les garanties sociales des cheminots, ce sont bien les conditions de vie et de travail de tous les salariés qui sont tirées vers le bas !

Les vrais privilégiés ne sont-ils pas du côté de ceux qui touchent 100 à 200 années de SMIC par mois et des retraites « chapeau » de 13 millions d'Euros (PDG de Veolia) ?

Les revendications sociales des cheminots sont légitimes et la CGT n'entend pas se résoudre à l'austérité et à la régression sociale.

Concerné par l'avenir de la SNCF car citoyen !

Dans un contexte où les questions environnementales sont au cœur des préoccupations et alors que des engagements ont été pris dans le cadre du "Grenelle de l'Environnement", la Direction SNCF et le Gouvernement font le choix catastrophique de sacrifier la part du ferroviaire dans les transports de marchandises. Pire, ils se servent de la SNCF comme banque pour financer le développement des filiales routières FRET du groupe GEODIS.

Ainsi, le plan Fret SNCF se fixe comme objectif de réduire les trafics ferroviaires, d'abandonner la desserte de plusieurs territoires et de se séparer de moyens humains et matériels (locomotives, wagons, installations...). C'est la logique du business qui prend, là aussi, le pas sur l'intérêt général et le développement durable.

Ce choix politique met à nouveau des millions de camions sur les routes et provoquera d'ici à 2020 une émission supplémentaire de 3 millions de tonnes/équivalent Co². C'est inacceptable !

La CGT fait de ce dossier un objectif revendicatif prioritaire car au-delà du service public ferroviaire, c'est bien l'avenir de la planète qui est menacé !

Au travers de ces quelques éléments, la Fédération CGT des cheminots souhaitait vous sensibiliser sur les enjeux importants qui nous sont posés, à chacun, au travers des politiques mises en œuvre à la SNCF.

Parce que les cheminots, seuls, sans l'appui de l'opinion publique et sans l'intervention citoyenne, ne pourront inverser durablement les orientations actuelles, il faut exiger un véritable débat public sur l'avenir du service Public SNCF.

Cheminots, usagers, salariés, citoyens,
Ensemble pour un Service Public SNCF qui réponde à sa mission :
l'Intérêt Général.

Montreuil, le 26 mars 2010

FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS 263 RUE DE PARIS 93 515 MONTREUIL

